

ARCHIVES

M. OULD DADDAH S'EFFORCE DE CONSOLIDER l'indépendance politique et économique de la Mauritanie

Indépendante depuis le 28 novembre 1960, la République islamique de Mauritanie, qui fit partie jusqu'en 1958 de l'ancienne Fédération d'A.-O.F., connaît une évolution sensiblement différente de celle de ses partenaires d'Afrique noire francophone. Ce pays a été en effet épargné jusqu'à présent par les soubresauts politiques qui ont éprouvé plusieurs des États voisins. Cette stabilité permet à M. Moktar Ould Daddah, président de la République, de se consacrer au développement de la nation mauritanienne, l'un des plus jeunes États du continent noir.

Par PHILIPPE DECRAENE

Publié le 14 juillet 1964 à 00h00 - Mis à jour le 14 juillet 1964 à 00h00 - Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Nouakchott, ... juillet. - En dépit de la chaleur torride qui y règne la plus grande partie de l'année, Nouakchott ignore pratiquement, par souci d'économie dit-on, le climatiseur. L'architecture de la plupart des bâtiments publics est conçue de manière à favoriser une ventilation naturelle. Mais la température ambiante est tantôt insupportable - lorsque le vent chaud du Sahara souffle avec violence, - tantôt idéalement fraîche - lorsque la brise marine chasse les souffles embrasés venus du " Grand Désert ".

Cette volonté de ne point gaspiller les maigres deniers publics se retrouve à tous les échelons de la vie administrative et politique. Le gouvernement ne compte que huit ministres. Leurs appointements mensuels sont de 150 000 francs CFA (1), ceux du chef de l'État de 300 000 francs CFA. Le mandat parlementaire n'est plus rémunéré, (les quarante députés mauritaniens gagnaient auparavant 180 000 francs CFA par mois). La représentation diplomatique à l'étranger ne compte que huit ambassades (2). Le personnel est réduit au strict minimum dans les cabinets ministériels et dans les grands services de l'État.

Une récente augmentation des impôts cédulaires épargne les petits salaires mais frappe, en revanche, les " salaires politiques ", c'est-à-dire, en principe, les plus élevés.

M. Ould Daddah, qui est à la fois président de la République et secrétaire général du Parti du peuple mauritanien (P.P.M.) - parti unique, - a réussi, non sans peine, à faire cautionner cette politique d'austérité par les militants de son parti, à l'occasion de leur dixième congrès, tenu en janvier dernier à Kaedi.

Pour renforcer la cohésion de l'équipe dirigeante en la soustrayant à certaines pressions tribales ou régionalistes, le nombre des membres du bureau politique du P.P.M. a été réduit lors de ce congrès de vingt et un à treize.

D'autre part, quarante " animateurs " ont été dépêchés à travers le territoire pour renforcer les sections locales du parti.

Un sérieux effort de mise en valeur

Le gouvernement mauritanien met tout en œuvre pour accélérer la mise en valeur du pays.

Il vous reste 68.58% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.

Pour soutenir le travail de toute une rédaction, nous vous proposons de vous abonner.

[Pourquoi voyez-vous ce message ?](#)

S'abonner

Déjà abonné? [Connectez-vous](#)